



*Communiqué de presse
Diffusion immédiate*

Revendications du Conseil des Atikamekw de Wemotaci

La Ville de La Tuque poursuit le même objectif d'obtenir plus de redevances de la part du gouvernement

La Tuque, le 25 février 2022 – La Ville de La Tuque comprend les revendications du Conseil des Atikamekw de Wemotaci qui demande au gouvernement du Québec de meilleures redevances pour les baux de villégiature et l'exploitation des ressources naturelles en Haute-Mauricie. La municipalité, qui occupe le même territoire que les Atikamekw, demande au gouvernement du Québec depuis plusieurs années des redevances elle aussi, sans succès jusqu'à maintenant.

Le nouveau conseil municipal de La Tuque élu en novembre dernier, fait de l'enjeu des redevances, l'une de ses priorités et souhaite soulever le débat lors de la prochaine campagne électorale provinciale qui aura lieu à l'automne. Les élus latuquois sont d'accord avec le Conseil des Atikamekw de Wemotaci sur le fait que le gouvernement peut en faire plus financièrement pour aider les gens qui vivent en Haute-Mauricie et qui doivent vivre avec les conséquences de l'exploitation des ressources naturelles.

Comme le Conseil des Atikamekw de Wemotaci, le conseil municipal de La Tuque n'est pas contre l'industrie forestière ou l'hydroélectricité, ni contre la villégiature, au contraire, car ces secteurs représentent d'importantes retombées économiques pour l'agglomération. Les élus latuquois croient seulement que les communautés qui vivent en Haute-Mauricie devraient recevoir davantage de compensations parce que ces activités entraînent des responsabilités et des coûts importants, auxquels la municipalité et la communauté de Wemotaci doivent faire face.

Depuis son élection, le conseil municipal de La Tuque a fait plusieurs démarches de rapprochement auprès du Conseil des Atikamekw de Wemotaci dans un souci de développer des projets communs. Le sujet des redevances sur les ressources naturelles est l'un des enjeux qui a été discuté dans cette démarche de rapprochement.

CITATION

« Nous sommes d'accord avec eux, car nous aussi nous faisons des revendications auprès du gouvernement pour avoir un retour sur les ressources naturelles qui sont exploitées chez nous et transformées majoritairement à l'extérieur de notre région. On ne veut pas imputer nos industries forestières et nos promoteurs en forêt. On veut juste une meilleure reconnaissance de la part du gouvernement des impacts que cela représente pour nos communautés. J'espère sincèrement que notre

gouvernement va se pencher sérieusement sur cette question qui sera profitable pour nos deux communautés. C'est un enjeu politique pour la prochaine campagne électorale et nous voulons que tous les partis prennent position à ce sujet. Nous avons une bonne entente avec les gens de Wemotaci. Nous discutons régulièrement de nos préoccupations respectives et des projets que nous pouvons réaliser en commun. Ils ont choisi de prendre les moyens pour se faire entendre. De notre côté, on utilise d'autres stratégies, mais au final nous avons tous les deux le même objectif de convaincre le gouvernement de reconnaître nos revendications qui sont légitimes. »

- *Luc Martel, maire de La Tuque*

-30-

Source :

Hélène Langlais, chef de service aux communications

Ville de La Tuque

819 523-8200, poste 2112

hlanglais@ville.latuque.qc.ca